



Annexe 1.

APPEL A PROJETS 10 000 LOGEMENTS HLM ACCOMPAGNÉS

PRESENTATION SYNTHETIQUE DES PROJETS

| INFORMATIONS ET COORDONNEES PROFESSIONNELLES | | |
|---|--|----------------------|
| Responsable du projet : Denis Compingt | | |
| Nom de l'organisme porteur du projet : GrandLyon Habitat | | |
| Téléphone : 04 26 10 54 85 | Adresse électronique : d.compingt@grandlyonhabitat.fr | |
| Président ou Directeur général : Daniel Godet | | |
| Fédération de l'organisme : OPH | Région de l'organisme : Auvergne-Rhône-Alpes | |
| Ville : LYON | Code postal : 69 003 | |
| Numéro de SIRET : 399 898 345 00034 | | |
| Autres organismes (si projet inter organismes) : Est Métropole Habitat Lyon Métropole Habitat | | |
| DESCRIPTION DU PROJET | | |
| Nom du projet : Équipes Territoriales d'Alternative Globale à l'Expulsion | | |
| Projet innovant <input checked="" type="checkbox"/> Structurant <input type="checkbox"/> Inter organismes <input checked="" type="checkbox"/> | | |
| Durée du projet : 3 ans | Début : 01/2019 | Fin : 12/2021 |
| Coût total du projet : 977 000 € | Montant des dépenses éligibles : 707 000 € | |
| Taux de l'aide (par rapport aux dépenses éligibles) : 28% | Montant de l'aide demandée : 200 000 € | |
| Autres financements : projet déposé auprès de la Métropole de Lyon dans le cadre de l'AMI « Logement d'Abord » | Financement sur fonds propres : 477 000 € | |
| Nom du prestataire ou de l'opérateur de l'accompagnement : Différents opérateurs associatifs pourront être mobilisés en fonction des territoires et des besoins, partenaires qui devront être aguerris aux principes et valeurs inscrits dans le projet pour une coopération territoriale et la mise en œuvre des accompagnements. Par ex : AVDL, Lahso, France Horizon, Intermed, Alynea... | | |
| Localisation du projet : Vaulx-en-Velin, Lyon 7/8 | | |
| Description sommaire du projet : La Métropole de Lyon est l'un des 24 territoires sélectionnés dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt en faveur d'une mise en œuvre accélérée de plan « Logement d'Abord ». Dans le cadre du Pôle Public de l'Habitat, les trois bailleurs métropolitains travaillent de concert, et avec la Métropole, à créer des synergies et expérimenter des actions innovantes. Ils ont ainsi travaillé activement pour proposer des actions, notamment dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt « Logement d'Abord » (AMI). Le présent projet s'inscrit donc dans les priorités de l'AMI, et plus particulièrement avec les objectifs suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la prévention des expulsions locatives de façon à limiter le recours au jugement d'expulsion et le nombre d'expulsions effectives | | |

- Renforcer et articuler l'accompagnement social dans le logement et proposer des approches pluridisciplinaires, coordonnées et territorialisées

Pour cela, Est Métropole Habitat, GrandLyon Habitat¹ et Lyon Métropole Habitat s'associent à plusieurs partenaires associatifs et aux acteurs sociaux locaux (Maison De la Métropole, CCAS) pour créer des plateformes territoriales permettant le repérage de ménages en difficultés et leur accompagnement coordonné afin de prévenir les impayés et / ou d'éviter l'expulsion.

Le projet se situe sous l'angle du logement en prenant toutefois en compte l'ensemble des besoins en accompagnement des ménages occupants. Il n'a pas vocation à se substituer aux mesures et services existants, mais se positionne là où il y a carence de solutions ou pour les situations de non adhésion ou de non recours.

Il interviendra notamment quand :

- Un accompagnement global et renforcé est nécessaire pour traiter l'ensemble des besoins et stabiliser la situation
- Et / ou une coordination des différents intervenants agissant sur les différents chapitres de l'action sociale est à mettre en œuvre pour assurer la cohérence de l'ensemble



A travers ce projet, l'objectif sera de travailler la territorialisation de la démarche, la coordination des acteurs locaux autour des situations repérées et, ce faisant, de préfigurer l'inscription de ces nouvelles pratiques au droit commun et leur essaimage.

Le projet vise l'accompagnement vers des alternatives à l'expulsion pour 55 ménages par an.

PIECES JOINTES

1. Courrier d'acte de candidature signé du Directeur de l'organisme
2. Fiche d'identification du porteur de projet et de l'opérateur de l'accompagnement
3. Attestation de l'organisme qu'il est à jour de ses cotisations CGLLS et qu'il dispose d'un Plan stratégique de Patrimoine
4. Bilan des financements du FSI obtenus par l'organisme sur les trois dernières années.
5. Note de présentation du projet, selon modèle ci-dessous
6. Si ingénierie/ prestations intellectuelles, projet de cahier des charges ou des contrats liés au projet.
7. Si le projet nécessite des recrutements au sein de l'organisme, fournir une fiche de poste

AVIS DES CPR

| | | |
|---|------------------------|---|
| Région : | Adresse électronique : | Tél : |
| Avis :  | Questions soulevées : |  |
| Remarques : | | |
| Date de l'instruction : | | |
| Rang de classement régional du dossier parmi les dossiers retenus : | | |

¹ GrandLyon Habitat et Est Métropole Habitat ont chacun présenté des projets aux précédents Appel à projets « 10 000 logements accompagnés » (notamment le projet P.L.A.C.E. et le projet Prolog). Ce nouveau projet se nourrit des enseignements des précédents tout en étant différent, innovant dans sa forme territoriale et s'insérant dans le Plan quinquennal du Logement d'Abord.

Appel à projets « 10 000 logements Hlm accompagnés »

Nom de l'organisme : **GrandLyon Habitat**

Nom du projet : **Équipes Territoriales d'Alternative Globale à l'Expulsion**

DEMANDEUR(S)

ORGANISME

- Représenté par Monsieur **Daniel Godet**, Directeur général
Terra Mundi 2, place de Francfort CS 13754 - 69444 LYON Cedex 03
SIRET : 399 898 345 00034
26 000 logements, dont 48% en QPV
- L'organisme atteste qu'il est à jour de ses cotisations CGLLS, et qu'il dispose d'un PSP.
- Responsable du dossier : **Denis Compingt**, 04 26 10 54 85, d.compingt@grandlyonhabitat.fr
- L'organisme a bénéficié des aides du FILLS ou du FSI au cours des trois années précédentes pour un montant total de 6 318 €

DESCRIPTION DU PROJET

Descriptif sommaire du projet et objectifs poursuivis

La Métropole de Lyon est l'un des 24 territoires sélectionnés dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt en faveur d'une mise en œuvre accélérée de plan « Logement d'Abord ».

Dans le cadre du Pôle Public de l'Habitat, les trois bailleurs métropolitains travaillent de concert, et avec la Métropole, à créer des synergies et expérimenter des actions innovantes. Ils ont ainsi travaillé activement pour proposer des actions, notamment dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt « Logement d'Abord » (AMI).

Le présent projet s'inscrit donc dans les priorités de l'AMI, et plus particulièrement avec les objectifs suivants :

- Renforcer la prévention des expulsions locatives de façon à limiter le recours au jugement d'expulsion et le nombre d'expulsions effectives
- Renforcer et articuler l'accompagnement social dans le logement et proposer des approches pluridisciplinaires, coordonnées et territorialisées

Pour cela, Est Métropole Habitat, GrandLyon Habitat² et Lyon Métropole Habitat s'associent à plusieurs partenaires associatifs et aux acteurs sociaux locaux (Maison De la Métropole, CCAS) pour créer des plateformes territoriales permettant le repérage de ménages en difficultés et leur accompagnement coordonné afin de prévenir les impayés et / ou d'éviter l'expulsion.

Le projet se situe sous l'angle du logement en prenant toutefois en compte l'ensemble des besoins en accompagnement des ménages occupants. Il n'a pas vocation à se substituer aux mesures et services existants, mais se positionne là où il y a carence de solutions ou pour les situations de non adhésion ou de non recours.

Il interviendra notamment quand :

- Un accompagnement global et renforcé est nécessaire pour traiter l'ensemble des besoins exprimés et stabiliser la situation
- Et / ou une coordination des différents intervenants agissant sur les différents chapitres de l'action sociale est à mettre en œuvre pour assurer la cohérence de l'ensemble

² GrandLyon Habitat et Est Métropole Habitat ont chacun présenté des projets aux précédents Appel à projets « 10 000 logements accompagnés » (notamment le projet P.L.A.C.E. et le projet Prolog). Ce nouveau projet se nourrit des enseignements des précédents tout en étant différent, innovant dans sa forme territoriale et s'insérant dans le Plan quinquennal du Logement d'Abord.

A travers ce projet, l'objectif sera de travailler la territorialisation de la démarche, la coordination des acteurs locaux autour des situations repérées et, ce faisant, de préfigurer l'inscription de ces nouvelles pratiques au droit commun et leur essaimage.

PUBLICS CIBLES DU PROJET

Nombre de ménages accompagnés : 55 ménages par an

Caractéristiques des publics cibles : ménages présentant des problématiques médicales, psychiques ou sociales non prises en charge (ou insuffisamment) compromettant le maintien dans le logement, nécessitant un accompagnement global et renforcé et / ou une coordination des différents intervenants.

Le projet cible plus particulièrement les situations pour lesquelles, avec les dispositifs existants, la procédure d'expulsion risque d'aller à son terme, sans que des alternatives ou solutions de relogement aient pu être trouvées ou apporter un résultat satisfaisant.

Ce projet vise donc des ménages occupant déjà un logement. Toutefois, à terme, l'organisation en plateforme de coordination territoriale pourrait également intervenir auprès de ménages en accès relevant du public concerné par le Logement d'Abord.

Identification des publics : L'identification des situations, réalisée à partir du logement et de l'habiter, s'appuiera sur les équipes de proximité et les travailleurs sociaux des 3 bailleurs, des MDM et CCAS. Les orientations seront étudiées de façon collégiale dans le cadre des plateformes territoriales qui se réuniront mensuellement.

Territoires pilotes : Deux territoires sont visés dans un premier temps pour permettre de diversifier les spécificités des populations y vivant, les dynamiques partenariales... Notamment, pouvoir cibler un territoire avec CCAPEX (Lyon 8) et un sans (Vaulx en Velin), un territoire regroupant CCAS et MDM (Lyon) et l'autre non (Vaulx). Dans un second temps, le souhait est de pouvoir déployer le projet sur un ou deux autres territoires moins couverts (ex : Givors, Neuville sur Saône...).

NB : Pour la première année, ce nombre de territoires pourra être réévalué si nous n'obtenons pas la totalité des subventions escomptées, car cela mettrait à mal la possibilité de déployer et d'impliquer les acteurs sur deux secteurs si beaucoup moins de situations sont financées.

MODALITES DE MOBILISATION DES LOGEMENTS

A la marge, des logements pourront être mobilisés si le logement occupé ne correspond plus à la composition familiale du ménage, à ses ressources... Dans ce cas, il s'agira d'une mobilisation de logements existants, avec ou sans aménagement

Création d'une offre nouvelle ☐ Aménagement de logement existant ☐

Mobilisation de logements existants sans aménagement ☐ Reclassement offre existante en offre à bas loyer ☐

Nombre de logements :.....

Typologie des logements :.....

Localisation de l'offre de logements accompagnés (région/département/commune(s)) :

Modalités de réservation et d'attribution des logements :

ACCOMPAGNEMENT

Méthodologie de réalisation de l'accompagnement (étendue de l'accompagnement et objectifs visés, méthodes, durée et adaptabilité) :

Le projet vise un changement dans les pratiques professionnelles, l'ouverture des partenaires à d'autres manières de faire et le questionnement de certains outils (par ex. convention tripartite, diagnostic amont...).

Les partenaires du projet travailleront à partir de valeurs et principes parmi lesquels :

- « **Aller vers** » : il s'agit d'aller à la rencontre de ménages qui ne sont pas forcément en demande (non recours, évitement, méconnaissance...). Cela implique le déplacement physique, « hors les murs », vers les lieux fréquentés par la personne (le domicile, la rue, la gare, le pied d'immeuble, le parc public, etc...)

- **Construire avec** : dans une démarche proactive, il s'agit là d'écouter, de prendre en compte les besoins du ménage et de pouvoir élaborer avec lui la solution la plus adaptée. Cela induit de se rendre disponible, dans une posture d'écoute, de respect, et d'accepter de rentrer dans l'univers de la personne accompagnée en mettant de côté tout jugement afin de faire émerger une demande, et d'accepter que cela puisse prendre du temps

- **S'adapter** : il s'agit là d'adapter l'accompagnement, autant dans son contenu que dans son intensité ; la durée n'est pas non plus prédéterminée mais là aussi, fonction des besoins de la personne

- **Une approche globale** : au-delà de la question du logement et des problématiques liées à l'occupation, la dette..., il s'agit là d'accompagner la personne en prenant en compte l'ensemble des autres problématiques (santé, handicap, insertion, parentalité...) pour pérenniser une solution logement / trouver un lieu de vie adapté à la situation. Ces champs peuvent être travaillés successivement ou simultanément, en fonction de la personne et de sa capacité / volonté à co-agir.

Pour asseoir et partager les changements de postures professionnelles, nous proposerons aux collaborateurs des partenaires mobilisés dans le projet de participer à une ou plusieurs formations. L'une d'elle pourrait être orientée autour du rétablissement.

Un travail partenarial et le diagnostic partagé des situations : sur chaque territoire, un comité technique opérationnel permettra de réunir les partenaires une fois par mois. Ses membres analyseront les situations présentées par les différents prescripteurs pour sa prise en charge (ou non) par le projet ; ils échangeront aussi sur les situations suivies et la coordination opérationnelle des différents acteurs.

Les plateformes territoriales permettront d'analyser les situations et d'identifier collectivement les modalités d'accompagnement les plus adaptées (qui seront à enrichir et à adapter dans le cadre de la mise en œuvre du projet, en fonction des besoins rencontrés) :

- « **Appui conseil** » : l'analyse collective de la situation peut être l'occasion de pointer, avant une éventuelle prise en charge subsidiaire, la nécessité d'activer ou de relancer des leviers / dispositifs existants ou l'appui du travailleur social (des bailleurs ou du territoire) pour aborder la situation du ménage. Si besoin, sur les situations de souffrance psychique, l'appui aux intervenants peut s'inscrire dans le cadre d'entretiens avec les travailleurs sociaux, articulant les approches médicales, psychologiques et sociales pour décrypter les problématiques, trouver des pistes ou leviers dans l'accompagnement permettant de rassurer et d'avancer avec la personne.

- « **Actions de coordination** » : certaines situations ne manquent pas d'intervenants sanitaires, sociaux, médico-sociaux et autres ; toutefois, la continuité et l'articulation entre les différentes étapes de la vie du bénéficiaire et les champs d'actions ne sont pas toujours assurées et peuvent alors provoquer des ruptures, des incohérences... Cette forme d'accompagnement vise à faire lien entre les différentes partenaires et le ménage, à donner une lisibilité et une cohérence aux actions menées, par le biais notamment de rencontres partenariales, synthèses... Elle permet à chacun de se repositionner dans son rôle et de rendre lisible pour le ménage et pour chaque intervenant sa place et ses missions. C'est aussi un outil intéressant pour déterminer quel professionnel peut être le plus à même de s'investir auprès du ménage, notamment lorsque le référent identifié n'est pas le professionnel le plus adapté, de par ses missions, son cadre de travail ou l'antériorité d'une relation d'accompagnement qui s'épuise.

- « **Accompagnement global et renforcé** » : l'accompagnement des situations est confié à un opérateur associatif spécialisé (ou plusieurs), en fonction des besoins identifiés et des attentes du ménage. Les travailleurs sociaux du bailleur et du secteur restent impliqués dans le suivi de ces situations et peuvent participer à cet accompagnement pluridisciplinaire.

Les différents registres d'accompagnement pouvant être mobilisés par les partenaires associatifs : médiation vers le soin, parentalité, isolement, insertion / emploi, violences conjugales, addictions, handicap physique / perte de mobilité, gestion budgétaire, coordination des acteurs...

- « **Mobilisation de nouveaux outils d'intervention pour le maintien** », complémentaires aux dispositifs existants (bail maintien, aide à la quittance, aide au déménagement, auto-réhabilitation, logement intercalaire, etc...) ; pour plus de détails sur ces outils, cf. ci-dessous, D'autres formes d'interventions pourront être recherchées pour répondre à des besoins spécifiques (par ex. : ateliers collectifs, association concourant à favoriser le lien social, des activités bénévoles, etc...), en lien avec les territoires.

Complémentarité avec la gestion locative (type de gestion locative : classique ou adaptée) :

Les plateformes territoriales, au-delà des accompagnements décrits plus haut, permettront de mobiliser de nouveaux outils complémentaires au droit commun, pour prévenir et traiter l'impayé, éviter l'expulsion et permettre le maintien :

- **Aide à la quittance pour maîtriser l'augmentation de la dette**, dès lors que le ménage n'est pas en capacité de payer son loyer (capacité de jugement altérée, adhésion non acquise, absence de ressources, ...). La prise en charge est à adapter en fonction des capacités contributives. Cette aide peut intervenir en phase amiable ou après le jugement et interviendra sous forme de secours pour le loyer résiduel. Elle doit permettre de maintenir les droits APL et de rechercher des leviers d'accompagnement pour le maintien ou le relogement.

- **Bail « maintien »** : cet outil pourra être utilisé dans deux cas de figure

o Le logement actuel est adapté à la situation du ménage mais, pour des raisons accidentelles ou conjoncturelles, une dette s'est créée. Dans ce cas, le bail « maintien » permettra de contenir la dette et de pouvoir travailler par ailleurs sur les problématiques budgétaires et autres pour tenter de stabiliser la situation

o Dans le cadre du maintien dans un autre logement, il s'agira, de soutenir le ménage dans ces obligations locatives, lorsque c'est opportun

- Mobilisation d'une **aide au déménagement** pour les situations nécessitant un relogement dans un logement ou tout autre forme d'habitat plus adapté : ici, pourront être financées des prestations classiques de déménagement avec aide à la mise en carton, montage / démontage si nécessaire. D'autres prestations pourront être envisagées avec des partenaires (Le Grenier de Lahso, Dem'Ailoj, France Horizon...)

- Organisation du **relogement dans un autre type d'habitat**, avec si la situation le justifie :

o orientation vers la MVS ou vers un établissement médico-social

o logement alternatif / temporaire s'il n'y a pas de ressources suffisantes (cf. logement intercalaire)

Dans le cadre du projet, des réflexions seront conduites pour permettre de mettre en place d'autres outils qui pourraient également être pertinents :

- En alternative à l'effacement de la dette, un montage financier partenarial pourrait être pensé, permettant notamment d'intervenir au-delà du seuil fixé dans le cadre du FSL

- Dans le cadre de relogement, qui génère des frais supplémentaires pour des ménages déjà en difficultés financières, il s'agira de voir comment limiter le double loyer et assurer le transfert de garantie, y compris en cas de relogement interbailleur

- Pour des situations de mauvaise occupation du logement avec risque d'expulsion, des actions de type auto-réhabilitation peuvent permettre, en complément d'un accompagnement, une meilleure réappropriation du logement et un maintien durable dans le logement

- Pour des situations où il y aurait rupture de ressources et / ou pas de possibilité d'ouvrir des droits APL, il serait intéressant de voir comment mobiliser le statut de l'ALT

-

Démarche mise en place pour favoriser l'adhésion du ménage :

La question de l'adhésion de la personne fait partie intégrante du projet : de la première prise de contact à la mise en œuvre de l'accompagnement, la posture de l'accompagnant doit permettre une relation de confiance. La démarche d'« aller vers » concourt aussi à cette adhésion.

L'approche des partenaires associatifs, centrée sur le pouvoir d'agir, conduit à s'intéresser à l'ensemble des conditions individuelles et environnementales qui confinent les personnes en difficulté dans une

situation d'impuissance, de non recours. L'analyse des situations permet alors de comprendre les raisons de ces ruptures et d'imaginer des réponses possibles en même temps qu'elle est un outil important de prévention des risques de rechute.

Pour certaines situations qui le nécessiteraient, il sera possible de recourir à une convention tripartite fixant les objectifs, la nature et la fréquence de l'accompagnement et le niveau d'engagement de chacune des parties. Toutefois, l'expérience a montré que cet outil, s'il pouvait être très intéressant à mobiliser avec certains ménages, n'était pas pertinent dans un grand nombre de situations (santé mentale notamment) et il conviendra d'adapter la mobilisation de ce type d'outils aux besoins.

Modalités de mobilisation de l'offre d'accompagnement existante ou nouvelle :

Dans la démarche d'« aller vers », il ne s'agit pas de construire des réponses spécifiques en dehors du droit commun mais au contraire de ramener les bénéficiaires vers celui-ci. Le référent de la situation est garant de cette mobilisation de l'offre existante autant que de besoin.

Par ailleurs, les services sociaux des territoires étant parties prenantes du projet, cela facilitera la coordination des acteurs et la mobilisation des dispositifs existants.

Quant aux questions de santé, les associations œuvrant dans ce champ d'activité, sont également intégrées aux partenariats locaux (Conseil Locaux de Santé Mentale par ex.), ce qui favorise la connaissance et la mobilisation des dispositifs.

Structuration de la relation bailleur/accompagnateur :

Le projet, ancré sur des territoires pilotes, associe les 3 bailleurs métropolitains, des opérateurs associatifs du social, du médico-social et les services sociaux des territoires (MDM, CCAS). D'autres acteurs (santé, emploi...) pourront être associés au projet, notamment dans le cadre des comités techniques. Cette nouvelle coordination territoriale vise à gagner en cohérence pour améliorer le traitement des situations et éviter toute expulsion sans alternative de relogement.

L'accompagnement des situations sera confié à des associations du social et / ou du médico-social, en fonction des besoins. Toutefois, les bailleurs, et plus particulièrement les travailleurs sociaux de ces organismes, resteront impliqués dans les situations.

Par ailleurs, un poste de chef de projet sera créé (à plein temps sur la 1^{ère} année, temps partiel ensuite) pour coordonner le déploiement du projet et en assurer la cohérence d'ensemble sur 3 ans. Ce poste sera porté par GrandLyon Habitat³ et à disposition du projet et de ses acteurs.

Enfin, l'intérêt du travail en inter-bailleur permettra également de faciliter les possibilités de relogement pour des produits rares ou non existants sur le parc du bailleur d'origine.

Adéquation du projet aux besoins spécifiques des publics ciblés par le projet :

Le projet cible plus particulièrement des ménages pour lesquels, avec les dispositifs existants, la procédure d'expulsion arrive parfois jusqu'au bout, sans que des alternatives ou solutions de relogement aient pu être trouvées : ménages présentant des problématiques médicales ou psychiques ou sociales non prises en charge, nécessitant un accompagnement global et renforcé et / ou une coordination des différents intervenants.

Il correspond donc bien à aux publics ciblés par l'appel à projet pour favoriser le maintien des ménages dans le/un logement, notamment dans le cadre de la prévention des impayés et des expulsions.

CARACTERE EXPERIMENTAL OU INNOVANT DU PROJET

Un des aspects innovants de ce projet réside dans la territorialisation de la démarche impliquant les acteurs locaux, notamment Maisons De la Métropole et CCAS.

Le projet proposé induit un véritable décloisonnement des pratiques et des organisations :

³ Dans le cadre du Pôle Public de l'Habitat, chaque bailleur porte un axe de travail. GrandLyon Habitat étant le « chef de file » de l'atelier « Repérer et Accompagner les ménages en difficultés », il a été convenu que ce soit GLH qui porte le projet, en concertation avec l'ensemble des partenaires pour son contenu et sa mise en œuvre.

- La territorialisation du projet permettra une **meilleure coordination et cohérence des actions** en faveur des ménages accompagnés. Par ailleurs, l'approche globale centrée sur les besoins de la personne, sur les différents champs de l'action sanitaire, sociale et médico-sociale, vise à **réduire l'enchevêtrement des dispositifs** et à donner une meilleure lisibilité des leviers mobilisables tant pour les bénéficiaires que pour les professionnels.

- Cette territorialisation rapprochant des acteurs qui travaillent parfois ensemble, favorise **l'acculturation des uns et des autres**. Des formations communes seront proposées pour fédérer les parties prenantes et faire évoluer les pratiques vers une approche pluridisciplinaire articulée entre les différents professionnels autour et avec la personne accompagnée, selon une logique de décroisement des domaines de compétences (par ex. sur la participation des bénéficiaires accompagnés, etc...)

A terme, si les résultats sont probants, l'ambition de cette expérimentation est aussi de pouvoir **intégrer ces pratiques aux dispositifs de droit commun** (FSL, CCAPEX, ...), et de les déployer sur le territoire métropolitain en intégrant également les ménages occupant le parc privé et le parc social d'autres bailleurs. La mise en œuvre et l'évaluation du projet devront donc aussi prévoir les modalités de ce transfert, la capitalisation des outils et des pratiques.

PARTENARIAT ET MONTAGE FINANCIER

Partenaires mobilisés :

Membres de la plateforme : Est Métropole Habitat, GrandLyon Habitat, Lyon Métropole Habitat, MDM et CCAS des territoires pilotes et des opérateurs associatifs intervenant auprès des ménages.

Les partenaires associatifs pressentis pour faire partie du projet devront être aguerris aux principes et valeurs inscrits dans le projet pour une coopération territoriale et la mise en œuvre des accompagnements. Par exemple, partenaires avec qui nous avons déjà travaillé sur des projets connexes : AVDL, Lahso, France Horizon, Intermed, Alynea...

L'instance de pilotage avec les partenaires et financeurs du projet se réunira une à deux fois par an ; d'autres acteurs institutionnels œuvrant sur des champs connexes pourront être associés (CAF par exemple, Etat...). Son rôle sera d'assurer le pilotage de la mise en œuvre du projet, de l'évaluation et des réajustements nécessaires.

La mise en œuvre opérationnelle du projet sera suivie dans le cadre d'une instance partenariale qui se réunira en fonction des besoins et de l'avancée du projet.

Montage financier :

- Précisez dans le tableau ci-dessous le montage financier par grande catégorie d'actions - *les coûts liés à la structure (téléphone, bureau, frais de déplacement...) pour le projet doivent être intégrés aux coûts d'accompagnement ou d'ingénierie.*

- Les dépenses subventionnables sont **les dépenses d'accompagnement social (diagnostic et AVDL), de gestion locative adaptée, les missions d'animation/ de coordination liées au projet, les dépenses d'ingénierie / de prestations intellectuelles / d'évaluation liées au projet, ainsi que les formations des collaborateurs de l'organisme ou inter-acteurs nécessaires à la mise en œuvre du projet.**

- Mentionner également les autres dépenses liées au projet, même si celles-ci ne sont pas subventionnables : dépenses d'investissement, autres coûts liés au projet...ceci afin de permettre au Comité de sélection d'avoir une visibilité globale du projet

CALENDRIER PREVISIONNEL OU DUREE DE L'ACTION

Début de l'action : janvier 2019

Fin de l'action : décembre 2021

Durée : 3 ans

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

| DEPENSES | | | | RECETTES | | | |
|---|----------------|----------------|----------------|--|----------------|----------------|----------------|
| | An 1 | An 2 | An 3 | | An 1 | An 2 | An 3 |
| Dépenses subventionnables : Préciser la nature des dépenses éligibles | | | | Fonds propres | 175 000 | 151 000 | 151 000 |
| - Diagnostic | | | | Subvention sollicitée ⁴ au titre de l'appel à projet 10 000 logements Hlm accompagnés | 70 000 | 65 000 | 65 000 |
| - Accompagnement social | 165 000 | 165 000 | 165 000 | | | | |
| Gestion locative adaptée | | | | Autres financements | | | |
| - Réalisée par le bailleur | | | | - AMI « Logement d'Abord » | 100 000 | 100 000 | 100 000 |
| - Réalisée par l'opérateur de l'accompagnement | | | | | | | |
| Animation/coordination | | | | | | | |
| - Réalisée par le bailleur | | | | | | | |
| - Réalisée par l'opérateur de l'accompagnement | | | | | | | |
| Recrutement spécifique par un bailleur dans le cadre du projet | 60 000 | 36 000 | 36 000 | | | | |
| Ingénierie/prestation Intellectuelle | 10 000 | 20 000 | 20 000 | | | | |
| Formations-actions liées au projet | 20 000 | 5 000 | 5 000 | | | | |
| Sous - Total | 255 000 | 226 000 | 226 000 | | | | |
| Autres dépenses liées à la mise en œuvre du projet – dépenses non subventionnables | An 1 | An 2 | An 3 | Total | 345 000 | 316 000 | 316 000 |
| <i>Aménagement et équipements des logements</i> | | | | | | | |
| <i>Aide sur quittance/remise des loyers...</i> | 90 000 | 90 000 | 90 000 | | | | |
| <i>Accompagnement non subventionnable (sanitaire, médico-social...)</i> | | | | | | | |
| Dépenses d'investissements | | | | | | | |
| Sous – Total | 90 000 | 90 000 | 90 000 | | | | |
| Total | 345 000 | 316 000 | 316 000 | | | | |

⁴ Sous réserve des décisions du FSI et du FNAVDL

A renseigner par le comité de sélection « 4^{ème} appel à projet logements accompagnés »

Orientation des financements

FNAVDL : euros de subvention

FSI – Innovation : euros de subvention

FSI – Modernisation : euros de subvention